



ANALYSE

Marie-Estelle Pech

@MariestellPech

# Retraites : chronique d'une fin de mobilisation enseignante

**L**a journée de grève, ce jeudi, à laquelle appellent à nouveau plusieurs syndicats d'enseignants pourrait bien être leur chant du cygne. Parce que les chiffres des grévistes ne cessent de décroître depuis le 5 décembre. D'où le fléchissement de discours entendu dans la bouche de la FSU, premier syndicat enseignant. Reçues cette semaine par le ministre Jean-Michel Blanquer, les différentes organisations se sont entendu confirmer que l'État allait consacrer 500 millions d'euros à des hausses de salaires en 2021 dans le cadre de la réforme des retraites. Cette « annonce » n'a rien de neuf. Jean-Michel Blanquer n'a pas changé son discours d'un iota depuis la mi-décembre. Mais la responsable du Snes-FSU, Frédérique Rolet, l'a traduite lundi soir comme une « petite ouverture » de la part du ministre. « Pour entériner la fin du mouvement », note un fin connaisseur des forces syndicales. « C'est la petite avancée du jour », a aussi concédé Benoît Teste, le secrétaire de la fédération. Venant de la FSU, qui militait jusqu'alors pour le retrait de la réforme des retraites, « c'est le maximum du positif qu'elle pouvait dire », poursuit notre connaisseur du syndicalisme. « C'est un échec pour la FSU, qui ne parvient plus à mobiliser et sait que la retraite par points va passer », renchérit Claude Lelièvre, historien de l'éducation. Un échec qui se poursuit de grève en grève depuis 2003, dernière mobilisation d'ampleur de la profession avant celle de 2019.

Parler d'ouverture, c'est aussi une façon pour la FSU de se repositionner

dans les négociations à venir avec le gouvernement, lesquelles vont durer cinq à six mois pour déboucher avant l'été sur une loi de programmation de revalorisations salariales. Car, comme le répète souvent le ministre, citant le défunt patron de FO André Bergeron, « il y a du grain à moudre » pour le milieu éducatif. C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu Frédérique Rolet, indiquant qu'elle avait eu « un peu plus l'assurance que la revalorisation promise ne serait pas seulement une compensation des pertes qui pourraient découler de la réforme

Il faudra compter, si les promesses, gravées dans la loi sont respectées, des hausses de plusieurs centaines d'euros mensuels à horizon 2037

des retraites ». Sur ce point, pourtant, là aussi le discours gouvernemental avait déjà entériné la promesse d'une revalorisation des salaires enseignants à hauteur de 10 milliards d'euros d'ici à 2037.

Certes, il était de bon ton jusqu'alors de laisser propager la rumeur selon laquelle cette somme équivalait au total à une augmentation « infime » d'environ 40 euros brut par mois. Tel n'est pas le cas. Il faudra plutôt compter, si les promesses, gravées dans la loi, sont respectées par les gouvernements successifs, des hausses de plusieurs centaines d'euros mensuels à horizon 2037. Et un effort budgétaire conséquent d'environ 100 milliards d'euros d'ici à cette date, puisque les augmentations se cumuleront chaque année. Cette revalorisation devrait se faire

principalement sous forme d'une prime générale avec des montants variables selon que les enseignants sont jeunes et touchés de plein fouet par la réforme, en milieu ou en fin de carrière.

Reste que ces promesses ne rassurent pas. Qu'ils soient mobilisés - de moins en moins - ou pas, la plupart des enseignants n'y croient pas. « C'est vrai qu'une loi peut se défaire. Nous sommes en démocratie. Nous sommes optimistes, mais pas naïfs », indique Stéphane Crochet, du SE-Unsa, syndicat réformiste.

Cette promesse du maintien des pensions sera tout de même inscrite dans la loi de réforme des retraites. Il y aura une loi de programmation. Cela ne se défait pas d'un trait de plume. Il faudrait, pour

le gouvernement qui souhaiterait arrêter ces revalorisations tout détricoter, affronter la profession. Avec un prix politique à payer. »

Certes, le ministre ne fait par ailleurs pas mystère de son intention de conditionner cette revalorisation à une refonte de la profession, ce qui déplaît fortement aux syndicats. Certains entendent jeter leurs dernières forces dans une mobilisation contre des épreuves du bac qui débutent la semaine prochaine en première. Il est question de ne pas corriger les copies, la menace ultime. De quoi faire parler pendant plusieurs jours, comme en juillet. Mais ces épreuves ne se déroulent pas toutes en même temps et ne concernent que quelques disciplines. Là encore, cette nouvelle mobilisation risque de ressembler à un feu d'artifice de fin de grève...